

Formation : pour une école du 21ème siècle : de quels enseignants avons-nous besoin ?

La formation des enseignants, selon diverses sources d'informations devrait être rapidement la prochaine réforme que le gouvernement voudrait mettre en route. On en aperçoit les grandes lignes. Sur un point, on ne peut qu'être d'accord : la formation des enseignants va mal. Elle est même quasi inexistante. Elle doit être réformée. Elle est sans doute l'une des premières responsables de la faiblesse des résultats aux évaluations internationales. Pourtant, derrière l'affichage pour le grand public de « bonnes intentions », que le ministre J.M. Blanquer ne manquera pas de faire valoir (un grand coup de communication sur un soi-disant allongement d'un an de la formation est à prévoir), se dessine un vaste projet plus caché de libéralisation de l'enseignement public. Ses visées : faire des économies sur la formation en sous-payant les stagiaires ou en supprimant le concours, s'attaquer comme à la SNCF au statut de fonctionnaire des futurs enseignants. Plus grave encore faire de l'école un lieu simplement d'instruction de savoirs ou de compétences chosifiées, évaluables. Et, plus encore, un lieu de sélection, en oubliant que l'école est bien plus que cela : un lieu d'éducation (mais cela ne s'évalue pas !). Pour ce vaste projet, on connaît maintenant la technique du gouvernement : rapidité, pseudo-concertations, pseudo-experts, passage en force.

Non ! Ce projet ne résoudra rien mais aggravera la situation de l'enseignement.

L'école est l'avenir d'une nation, son premier capital culturel. On ne peut en laisser les clés à une poignée de technocrates du ministère

Enseigner est un rude métier : instruire, éduquer, ouvrir à une culture solide, large, moderne, apprendre aux élèves à penser, à vivre ensemble, donner à chacun les meilleures chances pour choisir son avenir. La tâche est lourde, très complexe, encore plus quand elle se trouve au cœur de tensions sociales vives. Elle ne s'improvise pas ! Mais depuis quelques années, en primaire, au collège, au lycée, à l'université, le métier enseignant a des ratés. Force est de le constater. Les résultats aux évaluations internationales, comme les échecs en première année à l'université ne sont pas acceptables. Le niveau moyen baisse, les écarts de résultats selon le milieu familial ne cessent d'augmenter. Les enfants des catégories sociales défavorisées, les enfants d'immigrés n'ont que très peu accès à l'université. Avec *parcoursup* la sélection opérée va encore élever les barrières. Le principe d'égalité des chances est oublié. C'est injuste, dangereux pour la démocratie et l'avenir du pays.

Enseigner : un métier de plus en plus difficile qui doit se réinventer

Nombre d'enseignants et leurs élèves sont en souffrance. Aujourd'hui, la formation très succincte des enseignants est dans l'incapacité de les préparer aux défis nouveaux rencontrés au quotidien. Ils sont nombreux. Leur liste s'allonge : le défi de s'adapter à des publics de plus en plus hétérogènes, (1 élève sur 5 est d'origine étrangère dans l'ensemble des pays de l'OCDE), parfois en grande difficulté sociale ; le défi du numérique qui bouscule les modes de lire, d'écrire, de penser ; le défi de préparer à des métiers qu'on imagine encore mal ; le défi, plus important encore, de doter les nouvelles générations de connaissances suffisantes, de valeurs partagées pour gérer avec sagesse et responsabilité l'avenir écologique, technologique, économique, politique de la planète. Nos sociétés sont en plein changement. L'école n'y échappe pas ! Elle doit s'ajuster, se réinventer. Et ce n'est pas en rêvant d'un retour à l'école de papa qu'on accompagnera les mutations professionnelles nécessaires. Nos pratiques pédagogiques sont très en retard par rapport à nombre de pays européens comme la Finlande, l'Irlande, l'Écosse, l'Estonie et bien d'autres qui ont opéré de profondes mutations dans les pratiques enseignantes et qui pour cela forment très longuement leurs enseignants.

De quoi manquent donc nos enseignants ?

On a envie d'écrire : de tout, tant le désarroi, les difficultés des jeunes professeurs sont immenses, les nombreux abandons, désespérants !

Ils n'ont eu que deux ans : une année de préparation au concours et une année dite de « professionnalisation » pendant laquelle, alors même qu'ils ont un service d'enseignement à mi-temps, ils doivent préparer un master. Deux ans pendant lesquels ils auraient dû remplir leur boîte à outils : des savoirs théoriques indispensables au métier (psychologie sociale, psychologie du développement de l'enfant et de l'adolescent, sociologie de l'école, sciences cognitives, Histoire des sciences, sciences du langage, etc.), mais aussi les savoirs didactiques des disciplines enseignées ainsi que les savoirs pratiques pour conduire une classe et la faire réussir. Impossible ! Deux ans pendant lesquels ils n'ont eu que très peu l'occasion de rencontrer des élèves, des classes, des niveaux, des établissements différents. Pas eu le temps d'observer des enseignants expérimentés, se frotter, discuter avec eux. Deux ans, une misère, là où d'autres pays consacrent à la formation de trois à cinq ans. D'autant que la formation continue est elle aussi sinistrée faute de moyens conséquents.

De quels enseignants le 21^{ème} siècle a-t-il besoin ?

Nous avons besoin d'enseignants libres, auteurs et responsables de leurs *choix* pédagogiques et didactiques, décidés dans le cadre institutionnel fixé par les programmes (la loi). Cela se nomme la liberté pédagogique. Ce principe institué par J. Ferry et F Buisson est au fondement de la responsabilité et de l'engagement des enseignants de l'Ecole Publique. Un principe à l'exact opposé de ce que le Ministre Blanquer tente de mettre en place en imposant méthodes, manuels et tests de contrôle.

Nous avons besoin d'enseignants respectés par l'institution, les élèves et leurs familles du fait de leur haut niveau d'expertise professionnelle et d'une équipe éducative qui travaille dans un climat de confiance ; des enseignants capables de faire eux-mêmes les analyses critiques des différentes méthodes, pratiques, manuels disponibles ; des enseignants compétents pour évaluer eux-mêmes leurs élèves, leurs difficultés comme leurs talents et non obligés de faire bachoter les élèves trois ou quatre fois par ans pour des tests nationaux pensés et envoyés par le ministère ! Le « teaching for tests » dénoncé aujourd'hui par de très nombreux observateurs internationaux.

Nous avons besoin de temps, de locaux adaptés pour que les enseignants puissent collaborer avec leurs collègues et partenaires de l'école. *Trouver l'approche pédagogique qui marche le mieux dans un contexte précis prend du temps, nécessite de la recherche et une pratique collective où les bonnes idées irriguent la profession. Réussir cela c'est passer d'une organisation de type industriel à une organisation du travail vraiment professionnelle. C'est ce qu'on doit attendre du 21^{ème} siècle en éducation, écrit Andreas Schleicher, directeur de l'éducation de l'OCDE, dans une large enquête sur les pratiques enseignantes récemment publiée.* Ce que réclame aussi d'ailleurs le rapport Villani ! Le statut fragile de contractuel qu'envisage le ministre pour les futurs recrutés, comme l'évaluation des enseignants « au mérite » risquent fort de limiter et fragiliser ce travail collectif qui ne peut s'inscrire que dans la durée et la confiance.

Nous avons besoin d'enseignants engagés dans la défense des valeurs de l'école républicaine : l'école de la république n'a rien à voir avec celles d'une société néo-libérale, individualiste, qui cherche avant tout à distinguer, favoriser les « premiers de cordée », éliminer les moins chanceux, les enfants des milieux populaires.

Nous avons besoin d'enseignants en mouvement, critiques, en quête du meilleur pour leurs élèves et pour eux-mêmes, porteurs du souci des évolutions nécessaires de leur métier et qui n'hésiteront pas à s'engager dans les démarches de recherches.

Refonder la formation est un enjeu politique, national. Prenons le temps !

Exigeons de vraies concertations de tous les acteurs et protagonistes. Exigeons Le temps d'interroger leur expérience, les échecs et les réussites, de trier le bon grain de l'ivraie. Le temps d'identifier les manques, de trouver des accords entre les différents protagonistes : formateurs universitaires ou professionnels de terrain. Le temps de partager sereinement les responsabilités et compétences entre l'Université, les rectorats. De penser les spécificités et points communs entre enseigner en primaire, dans le secondaire ou à l'université. Le temps de trouver un vrai statut aux ESPE (école supérieure du professorat des écoles), aux formateurs, à la recherche en éducation. Le temps d'interroger les syndicats, les associations de spécialistes, etc.

Non monsieur le Ministre, la formation ne peut être l'affaire de quelques décrets ou ordonnances prises à marche forcée par une poignée d'obscures technocrates dont les visées libérales pointent le nez sous le maquillage d'une pseudo-modernité voire d'une pseudo-efficience.

Un vaste débat sur les principes et conceptions de la formation est nécessaire.

Au-delà de la question des contenus, brièvement évoquée, diverses décisions doivent être prises en priorité. Elles ne sont pas mineures ! La première est budgétaire. L'Etat a-t-il l'intention oui ou non de consacrer un budget conséquent à la formation ? Si ce n'est pas le cas, inutile d'amuser la galerie ! L'objectif n'est-il pas simplement de faire des économies sur le dos d'enseignants stagiaires à 400 euros par mois la première année et 900 la deuxième au lieu de 1400 actuellement pour en plus tenter de casser le statut de fonctionnaire des enseignants ?

Autre question de fond : s'agit-il de former ou de simplement formater ? S'agit-il de contrôler ou bien plus d'accompagner un développement professionnel continué. Quelle durée ? Trois ans est un grand minimum. Quels types de licence ? Quelles formes de recrutement ? A quel moment ? Quelle alternance pour permettre de très nombreux stages d'observation, de pratiques accompagnées ? Quelle place pour les démarches de questionnement, recherche, expérimentation ? Et plus encore, quelles formes d'accompagnement dans l'entrée dans le métier ?

Ces débats ne peuvent être escamotés. Nous exigeons de longues et larges concertations collectives. Il en va de l'avenir de l'école. Il en va de l'avenir des jeunes générations.

Je signe cette tribune et j'accepte que mon nom soit publié.

Premiers signataires , le 30 mars

Dominique Bucheton PU sciences du langage et sciences de l'Education

Richard Etienne , PU Sciences de l'Education

Maryse Rebière MCF Sciences de l'Education

Véronique Boiron MCF Sciences du langage

Martine Jaubert PU Sciences du langage

Torterat Frédéric : PU

